

Introduction

Valérie Becquet, Vincent Tiberj

Printemps 2002, 37 % des 18-24 ans et 36 % des 25-34 ans boudent les urnes du 21 avril. Dès les jours suivants, ils forment pourtant l'essentiel des manifestants anti-Le Pen. Novembre 2005, les banlieues s'embrasent, avec notamment la participation d'une partie de la jeunesse des quartiers, particulièrement touchée par le chômage et les discriminations. Hiver 2006, les étudiants, soutenus par la suite par les syndicats et une majorité des Français, s'opposent au contrat première embauche, une mesure proposée par le gouvernement Villepin « en réponse » à la crise des banlieues de l'automne précédent. Avril 2007, les nouveaux électeurs de 2002 ne sont plus que 10 % à s'abstenir et les nouveaux 18-24 ans, 23 %. Certains évoquent le retour en force de la norme électorale. Pourtant, un mois et demi plus tard, ce retour de civisme n'est plus qu'un sursaut : 42 % des 25-34 ans et 51 % des 18-24 ans ne se rendent pas dans l'isoloir. Pris bout à bout, ces événements semblent bien scander une crise politique de la jeunesse.

Une crise de la citoyenneté d'abord : le vote reste l'acte central de la participation des électeurs dans les démocraties occidentales, loin devant les nouvelles formes d'action que constituent notamment l'adhésion associative, la signature de pétition, ou le *boycott*. Les jeunes des années 2000 démontrent bien par leur abstentionnisme, même intermittent, que cet acte n'est plus le devoir civique qu'il fut. Bien sûr, ils ne sont pas les seuls concernés par cette désacralisation de l'urne. À côté d'eux, c'est l'ensemble de la société qui prend ses distances avec la politique. Nous sommes rentrés depuis le début des années 1990 dans l'ère du « citoyen critique¹ », un citoyen « à qui on ne la fait plus ». Mais les nouveaux citoyens d'aujourd'hui semblent encore plus touchés, marquant par là-même autre chose que les simples conséquences du moratoire politique² qui faisait de l'entrée en politique une période de la vie certes agitée mais qui passe. Ici on peut se

1. NORRIS P. (dir.), *Critical Citizen : Global Support for Democratic Government*, Oxford University Press, Oxford (Grande-Bretagne), 1999.

2. MUXEL A., *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences-Po, coll. « Collection académique », Paris, 2001.

demander si « l'habitude du vote³ », cette disposition à participer acquise dans les comportements face aux premières élections, pèsera autant sur ces générations que cela a pu être le cas avec celles qui les ont précédées. Mark Franklin démontre bien que tendanciellement, c'est l'habitude prise de (ne pas) voter dans leur jeunesse qui déterminera à long terme la participation électorale des individus⁴. Avec ces variations de participation électorale dans les nouvelles générations, on peut s'attendre à ce que l'abstention soit en hausse dans les décennies qui viennent.

Crise de la représentation ensuite : derrière ce retrait électoral de la jeunesse, comment ne pas voir aussi la conséquence de l'incapacité du système politique français à se renouveler ? Le profil type d'un député élu en 2002 est celui d'un homme (87,5 %), âgé de 58 ans en moyenne, titulaire d'un diplôme supérieur au baccalauréat (82 % contre 17,5 % de la population française), souvent issu d'une grande école (17,5 %) et exerçant une profession intellectuelle supérieure⁵ (49 % contre 7 % de la population française). L'Assemblée nationale de 2007 s'avère à cet égard encore plus âgée, à tel point que, selon Louis Chauvel⁶, en 2010, on comptera neuf députés de plus de 60 ans pour un député de moins de 40 ans, chiffres à mettre en comparaison avec ceux de la Grande-Bretagne où ce ratio n'est « que » de 3, de l'Italie (2,63) ou de l'Allemagne (0,78). Bien sûr la théorie de la représentation politique⁷ considère que les représentants n'ont pas à former le miroir d'une société, mais cette absence des jeunes, au sens large, n'est-elle pas aussi dommageable, à terme, que l'incapacité des partis du gouvernement à représenter les femmes, les classes populaires ou encore les minorités visibles ? Ne peut-on craindre que le souci de la jeunesse reste absent des préoccupations de responsables politiques vieillissants et marqués par la montée en puissance d'un électorat *senior* (qui a porté Nicolas Sarkozy aux urnes d'ailleurs) ?

Crise sociale enfin : les événements de 2005 et 2006 marquent un malaise général des jeunes face à leur avenir et l'incapacité du système politique à y remédier. Comment ne pas rappeler que le destin des générations⁸ n'est plus le même que lors des Trente Glorieuses ? Que valent

3. BUTLER D., STOKES D., *Political Change in Britain*, MacMillan, Londres (Grande-Bretagne), 1969.

4. FRANKLIN M. N., *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge University Press, Cambridge (Grande-Bretagne), 2004.

5. SINEAU M., TIBERJ V., « Candidats et députés français en 2002 : une approche sociale de la représentation », *Revue française de science politique*, n° 2, vol. LIV, avril 2007.

6. CHAUVEL L., « L'âge de l'Assemblée (1946-2007) », 2007, article consultable à l'adresse : www.laviedesidees.fr/L-age-de-l-Assemblee-1946-2007,81.html

7. MANIN B., *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 1995.

8. CHAUVEL L., *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au xx^e siècle*, Presses universitaires de France, Paris, 1998.

des études universitaires aujourd'hui ? Bien sûr le diplôme est la meilleure garantie d'une insertion sur le marché du travail, mais pour quel travail ? Olivier Besancenot, licencié d'histoire, devenu facteur, n'est pas qu'un candidat qui fait ses meilleurs scores parmi les moins de 30 ans. Il est aussi représentatif des difficultés d'une génération à la fois surdiplômée et « déclassée » selon l'expression de Camille Peugny⁹. Cet auteur pointe bien combien la frustration sociale grandit dans les nouvelles générations entre les efforts scolaires consentis et les aspirations individuelles d'une part et la réalité des réalisations professionnelles d'autre part. Et l'on ne mentionne ici que l'entrée dans la vie active. On sait aussi les difficultés croissantes des nouveaux venus face au patrimoine¹⁰ et *a fortiori* les problèmes qu'ils vivront lors de leur départ à la retraite. Comment dès lors ne pas comprendre la levée de boucliers face au contrat première embauche qui équivalait à une précarisation de l'emploi des jeunes, bref à faire d'eux une main-d'œuvre qualifiée et « bon marché » ? Comment ne pas comprendre dès lors que les jeunes Français sont également les plus pessimistes dans les comparaisons internationales quant à leur futur¹¹ ?

Voilà résumé un état des lieux des jeunes face à la et aux politique(s). Mais ce portrait de crise ne doit pas occulter d'autres recompositions à l'œuvre. Bien sûr le rapport au système politique traditionnel est pour le moins brouillé mais pourtant la fabrique des citoyens perdure. Bien sûr le vote n'est plus automatique mais il n'est pas non plus déconsidéré¹², à la fois comme acte et comme comportement, pour peu notamment que les élections se jouent sur des enjeux clairs et engageants. La présidentielle de 2007 le montre, mais c'est aussi le cas de l'élection de Barack Obama en novembre 2008. Bien sûr les jeunes semblent se désintéresser de la politique traditionnelle mais il est pourtant difficile de dire qu'ils se désintéressent de la « chose publique », de l'action associative ou encore de l'action protestataire¹³.

L'enjeu des jeunes face à la politique se devait d'être abordé dans la revue *Agora débats/jeunes*. Il le sera en deux temps : dans ce numéro

9. PEUGNY C., *Le déclassé*, Grasset, coll. « Mondes vécus », Paris, 2009.

10. CORDIER M., HOUDRÉ C., ROUGERIE C., « Les inégalités de patrimoine des ménages entre 1992 et 2004 », *Les revenus et le patrimoine des ménages*, INSEE, Paris, 2006, pp. 47-58.

11. STELLINGER A., WITREBERT R. (dir.), *Les jeunes face à leur avenir : une enquête internationale*, Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2008.

12. MUXEL A., RIOU C., LE HAY V., « La participation politique des jeunes en France », Centre de recherches politique de Sciences-Po, Paris, 2005, article téléchargeable à l'adresse : www.cevipof.msh-paris.fr/publications/notes_etudes/XVI-NotesEtudes.pdf

13. BECQUET V., « L'engagement des jeunes dans l'espace public », in ROUDET B. (dir.), *Les jeunes en France*, Presses de l'université Laval, coll. « Regards sur la jeunesse du monde », Québec (Canada), 2009.

il s'agira de l'aborder « par en bas », du point de vue des citoyens nouveaux ou en devenir ; dans le numéro suivant, il s'agira de l'appréhender « par en haut », en abordant la question de l'entrée dans les carrières politiques et de leur place dans les organisations politiques.

Le présent dossier répond à plusieurs enjeux. D'abord les différents articles de ce numéro démontrent combien la question de la socialisation politique, de la « fabrique du citoyen » reste d'actualité, au-delà des grands anciens (Annick Percheron, Roger Niemmi, Kenneth Jennings ou Robert William Connell) qui se sont penchés sur la question dans les dernières décennies, et que cette problématique progresse scientifiquement. Ainsi Katharine Throssel renouvelle l'approche de la politisation des enfants. Loin d'être de simples « répétiteurs » de ce qu'ils entendent dans leur famille, elle montre que ces citoyens en herbe sont déjà mobilisés et capables, avec leurs mots et, déjà, leurs valeurs, de prendre position politiquement. En cela, la campagne de 2007 ne s'est pas arrêtée à la porte des écoles, bien au contraire comme le rappelle l'article dans son titre même, « Tous les enfants de ma classe votent Ségolène ». De même, Vincent Tournier dans sa contribution revient sur l'apprentissage du vote, processus collectif qui mêle à la fois la famille, les pairs, les institutions en général et surtout l'école. Outre que ce travail permet de mesurer l'influence réciproque de ces différents facteurs, Vincent Tournier montre que la démocratie à l'école n'est peut-être pas aussi efficiente qu'attendue. Il suggère plusieurs pistes qui ne manqueront pas de susciter un débat dans la communauté pédagogique.

Ensuite, les articles de Bernard Fournier et Stéphanie Rizet permettent de mieux comprendre les mutations de la participation et de l'engagement des jeunes. Bernard Fournier démontre à partir de deux enquêtes sur les jeunes Liégeois qu'il existe différentes manières de s'engager en politique, de s'intéresser aux affaires collectives et pas simplement à la politique partisane traditionnelle. Derrière se dessinent des jeunesses en politique, capables de se mobiliser par les canaux qui, dans les années 1960, étaient considérés, avec un certain dédain, comme de la participation politique non conventionnelle. Stéphanie Rizet travaille à partir d'une enquête qualitative sur les membres des juniors associations, associations dont les finalités n'ont généralement que peu de rapport avec la politique partisane. Pourtant, ses résultats dénotent que ces engagements associatifs précoces agissent comme une « dépendance au sentier » avec une participation qui perdure (à travers notamment d'autres types d'associations étudiantes et « de terrain ») mais qui s'étend aussi à la construction du rapport au politique et à l'acte de voter.

Enfin, dans un dernier article, Vincent Tiberj¹⁴ s'interroge sur les « conséquences de la jeunesse » dans les transformations politiques en France et aux États-Unis. Privilégiant une approche par les générations plutôt que par l'âge, il montre que, contrairement à une idée répandue, le vieillissement des électorats n'est pas synonyme de conservatisme. Les valeurs de la jeunesse finissent par dominer dans les systèmes politiques occidentaux, dès lors qu'on prend en compte le temps long.

14. Voir également TIBERJ V., « Une autre gauche est-elle possible ? L'espace électoral du NPA », *Mouvements*, 2008, article consultable à l'adresse : www.mouvements.info/spip.php?article300